

TIZI-OUZOU

Mehaga, un village au flanc de l'Akfadou

Tapi au flanc de la forêt de l'Akfadou, le village bas de Mehaga dans la commune d'Ijdjour (70 km à l'est de Tizi-Ouzou) a conservé tout le charme resplendissant qui caractérise les villages traditionnels kabyles des temps immémoriaux. Epargné par le béton, le village ancien, dont beaucoup de maisons sont encore habitées, a en effet, conservé intact son cachet rustique mis à part les tuiles qui ont été refaites.

Faisant un pied de nez aux luxueuses habitations du nouveau village qui se développe en amont, il continue à résister au temps et aux hommes qui l'ont déserté au profit de constructions modernes.

On y accède par une large ruelle en pente pavée de dalles de pierres qui donne sur plusieurs venelles. La *djemaâ* qui servait autrefois d'assemblée résonne toujours des paroles empruntées de sage philosophie que les vieux continuent encore aujourd'hui à distiller à l'ombre des treilles. La *ghaïta* des tambourinaires y égayait aussi l'atmosphère des fêtes qui se célébraient dans la placette. C'était il y a plusieurs décennies et les vieux racontent com-

ment, enfants, ils se seraient aux pans des bur-nous de leurs pères pour pénétrer ce monde des grands.

Incrustées les unes dans les autres, les maisons aux tuiles rouges et aux murs de pierres nues donnent sur une cour intérieure qui s'ouvre sur les pièces. La salle commune est pourvue d'un kanoun servant de foyer creusé à même le sol. Au côté opposé se trouve l'étable séparée d'une petite cloison au-dessous de la soupente en bois.

Les réservoirs de grains faits en argile crue modelée côtoient les jarres illuminées par la lumière qui se dégage des murs peints en kaolin. C'est sans surprise qu'on trouve encore des lampes à pétrole en dépit de l'électricité qui alimente tout le village et dont les pylônes altèrent cette architecture ancienne dont on s'émerveille de la candide splendeur.

Le cadre rustique du village est loin d'être emprunté puisque la population, fière et toujours attachée à l'économie rurale, alliée à merveille tradition et modernité. Le pas des animaux domestiques rentrant des champs le soir résonne

sur les dalles de pierre parsemant les innombrables ruelles accueillantes.

La source, son abreuvoir et sa buanderie, la fontaine a conservé son cachet d'antan. Les femmes y accomplissent les mêmes rites qu'autrefois. L'eau arrivant à flots de l'Akfadou étouffé les rires et les plaintes des femmes venant remplir leurs cruches.

Les hommes ont aussi leur source thermale, Laineur Bwada, toujours debout au-dessous des carrés de potagers familiaux longeant l'oued dont les eaux tumultueuses actionnaient jadis trois moulins hydrauliques en aval d'un pont rustique réalisé, dit-on, par des ouvriers chleuhs marocains. Réputée pour ses vertus thérapeutiques, elle servait aussi dans un temps pas si lointain de lieu où s'accomplissait un rite pour nouveaux mariés consistant à prendre la douche précédant la nuit de noces. Un miroir suspendu à l'entrée de la fontaine, dépourvue de porte, suffisait à informer de l'occupation des lieux.

Guidés par la voix des ancêtres, les jeunes, comme Mouas Cherif, un

artiste peintre, viennent encore aujourd'hui se ressourcer et chercher leur inspiration dans ces symboles du passé. Un village où beaucoup de traditions ont survécu.

Beaucoup de maisons abandonnées tombent malheureusement en ruine chaque année, c'est dire l'importance de la restauration et la préservation de ces constructions ancestrales dans la préservation de l'identité et de la culture berbères.

Un rôle que promet de jouer la très active association Rabeih-Mahfoud. La beauté des lieux n'a-t-elle pas inspiré Canal+ ainsi que le tournage, non loin de là, de *L'honneur de la tribu* ? Ce village n'a pas laissé insensibles les archéologues de la Direction de la culture de Tizi-Ouzou qui ont visionné quelques images à l'occasion de leur visite dans la région.

Fascinés par l'intérieur des maisons restées intactes, ils n'écartent pas la possibilité de proposer ce pan de la civilisation berbère à un classement dans le cadre de la protection du patrimoine culturel de la région.

S. Hammoum

BEJAIA/POUR DECHARGER

LEURS MARCHANDISES

Des camionneurs bloquent la RN24

Emprunter la RN24, du centre-ville de Béjaïa vers les plages ouest du chef-lieu de la wilaya, ressort pratiquement de l'impossible face à l'indifférence totale des autorités de la wilaya et de la municipalité devant l'inconscience de certains individus avides de gain facile au détriment des vies humaines.

Des promoteurs privés ayant acquis des lots de terrains accidentés jouxtant la route en question n'ont non seulement bâti leur site en plein milieu de la chaussée mais ou barricadé carrément celle-ci pendant que des dizaines de camions chargent et déchargent leurs marchandises et ce, durant une bonne demi-heure au grand malheur des automobilistes qui ne savent plus à quel saint se vouer. "Pensez-vous qu'il y a des responsables dans cette ville ? C'est inadmissible, ce sont des choses qu'on ne pourra même pas voir en Inde ou ailleurs dans les pays du tiers-monde.

Voyez-vous que si une de ces grues lâche sa charge sur un véhicule ? Mais ce n'est pas possible ! Dites-moi que c'est normal ? ", nous dira un automobiliste, bloqué en plein embouteillage sur ce site. "Et croyez-vous que c'est logique ce qu'ils sont en train de faire, ils ferment une route nationale au su et au vu de tout le monde et ce, pour un intérêt purement individuel ? C'est du jamais vu", rétorquera une dame sous une colère indescriptible coincée elle aussi dans l'immense bouchon.

En effet, des grues placées à quelques centimètres de la route portant des charges importantes de bétons et autres matériaux de construction, traversant toute la chaussée, engendrant de gros risques sur les vies humaines, mais aucune autorité ne daigne lever le doigt devant ce fait inédit.

K. Gaci

CITE RURALE DE TIGZIRT-SUR-MER

Blocage des permis de construire

Dans une lettre adressée au wali de Tizi-Ouzou, dont une copie nous a été transmise, les résidents de la cité rurale de Tigzirt-sur-mer ont tenu à "dénoncer les blocages de leur permis de construire par l'actuel directeur de l'agence foncière locale". Cela dure depuis un peu plus d'une année et ce, en dépit des nombreuses réclamations des résidents.

Retour sur les faits : "En 1992, ladite agence a vendu l'excédent de terrain proche des habitations sises à la cité rurale, les bénéficiaires ont payé rubis sur l'ongle les sommes dues, des actes notariés ont été établis selon les clauses du contrat qui liait les deux parties et qui comprenait aussi la viabilisation quartier", peut-on lire dans la déclaration commune rendue publique.

Onze ans plus tard et suite aux inondations de novembre 2001 qui ont durement touché "les habitations précaires, l'Etat a octroyé une aide financière de 500 000 DA pour la démolition et la reconstruction de ces dernières tout en finançant les travaux d'assainissement et d'AEP".

En revanche, poursuivent les rédacteurs de la correspondance, "l'agence foncière, à qui incombe le devoir de la viabilisation du site n'a financé aucune ré-

alisation à ce jour".

A la fin de l'année 2004, certains résidents de la cité ont déposé des dossiers de demande de permis de construire mais malheureusement ceux-ci furent rejetés par la commission "ad hoc" de la wilaya à cause des lignes électriques de basse tension qui, par endroits, traversent les propriétés".

S'en est suivi alors des démarches tous azimuts auprès des autorités locales, notamment le chef de daïra, et en dépit de toutes les bonnes volontés le directeur de l'agence foncière refuse catégorique-

ment de payer les deux devis qui lui ont été adressés par la Sonelgaz, pour procéder au déplacement des lignes électriques en question, invoquant toute sorte de subterfuges qui ne sont en conformité ni avec le contrat qui liait les deux parties ni avec la vocation de l'agence", dénonce le communiqué.

Par ailleurs, le blocage du directeur est qualifié par les résidents "de nuisible et d'irresponsable au moment où l'Etat ne ménage aucun effort pour encourager vivement le citoyen à construire son logement". Pour connaître la version des

faits de l'agence foncière nous avons contacté dans la matinée de samedi dernier, une source au sein de cette dernière qui nous affirme que "la viabilisation dans ce lotissement social est à la charge de l'Etat.

En ce qui concerne les devis de la Sonelgaz, l'agence foncière ne peut pas prendre en charge financièrement les devis de la Sonelgaz qui sont très importants", conclut-elle. En d'autres termes, cela veut dire qu'il n'existe pour le moment aucune solution au blocage qui n'a que trop duré.

Massiles Juba

MAATKAS

Vols de véhicules en série

Le matin de lundi dernier, aux environs de 5 h du matin, un citoyen a été dépossédé de son véhicule, une Peugeot 106, en plein chef-lieu de la daïra de Maâtkas, Souk-El-Khemis.

La victime, enseignant de son état et habitant un village légèrement en contrebas du lieu du vol, s'est rendu à la mosquée du chef-lieu en cette heure matinale pour l'accomplissement de la prière du Fedjr. Au moment où il était à terre pour ouvrir le portail de la mosquée, deux individus surgirent du néant, s'emparèrent du véhicule pour prendre la fuite.

Les faits se sont produits à une centaine de mètres du futur siège de la Surété de daïra qui devrait être inauguré dans les prochains jours, conformément à la promes-

se du wali. Par ailleurs, un acte similaire s'est produit il y a quelques jours à la limite territoriale des communes de Souk-El-Tenine, deuxième commune de la daïra de Maâtkas, et de Béni Zmenzer. Un citoyen s'est vu délesté de son véhicule une Peugeot 505 par des individus armés qui ont dressé un faux barrage à la faveur de la nuit tombée, dans un lieu, réputé être très prisé par les bandes de malfaiteurs écumant la région.

Ce phénomène ne semble pas épargner les localités riveraines de Maâtkas, également. A Ait-Arif et Ait-Abdelmoumène, deux autres vols ont été signalés où deux citoyens ont perdu, l'un son fourgon et l'autre son camion.

R. A.

BOUMERDES

La forêt du Sahel sécurisée

Les gendarmes, qui ont été spécialement affectés pour la surveillance durant toute la saison estivale de la forêt du Sahel dans la commune de Zemmouri, renforcés par ceux de la brigade de la ville et de celle des communes limitrophes ainsi que de gardes communaux, ont effectué une opération de contrôle dans ce vaste bois, très prisé par les familles à la recherche d'un lieu de villégiature d'une journée.

C'est le colonel, chef du groupement de Boumerdès, qui avait par ailleurs supervisé, dans la matinée, des opérations similaires dans la commune de Cap-Djenat et au marché de véhicules de Tidjelabine, qui s'est spécialement déplacé pour donner les ordres nécessaires au bon déroulement de cette action visant à sécuriser cette partie du littoral de la wilaya de Boumerdès.

A notre arrivée, plusieurs barrages étaient visibles dans les environs de Zemmouri-El-Bahri. A l'intérieur de la forêt plusieurs patrouilles de gendarmes procédaient au contrôle des commerçants établis sur place. "Nous pensons renouveler ce genre d'opération chaque week-end", affirme le chef de brigade de Zemmouri. Un groupe de militaires accompagné de gardes

communaux avait établi un constat concernant un loueur de tentes clandestin. Cette location vise, selon nos informations, une clientèle qui n'a rien à avoir avec les vacances. 500 DA, perçus en toute illégalité, seraient exigés des clients spéciaux. Ce loueur avait construit illicitement plusieurs chambres qui ont été démolies grâce à l'intervention des services des forêts et des domaines de Boumerdès. Il récidive. La réaction du procureur de Bordj-Menaïel, saisi plusieurs fois par les services de sécurité au sujet de ces tentes, se fait attendre.

Dans cette forêt l'intervention de l'APC pour l'enlèvement des ordures, l'aménagement des accès et routes, l'éclairage public et le contrôle des commerces se fait attendre.

Seul les agents des forêts font des efforts pour sauvegarder ce lieu touristique. "Nous avions acheté avec notre propre argent de la chaux pour repeindre les bordures des routes", nous a déclaré un forestier.

L'information nous a été confirmée par un gendarme qui n'a pas manqué par ailleurs de fustiger l'APC : "Elle (l'APC) n'a rien à avoir avec le tourisme." Au vu de ce que le commun des mortels constatera, la colère de ce militaire est malheureusement justifiée.

Abachi L.